

## **PRISMA ESG SPI® Efficient**

Classe I ISIN CH1170692581 | N° Valeur 117069258

Classe II ISIN CH0113397662 | N° Valeur 11339766

Classe III ISIN CH1170937770 | N° Valeur 117093777

### **Directives de placement**

Approuvé le 16.09.2020

Entrée en vigueur le 01.04.2022

## Dispositions générales

Conformément à l'art. 11 des statuts de PRISMA Fondation suisse d'investissement, les directives de placement sont édictées par le Conseil de fondation.

Le Conseil de fondation se réserve le droit de modifier à tout moment et sans préavis les dispositions générales et les dispositions spécifiques des directives de placement. Les modifications seront communiquées de manière adéquate aux investisseurs. Les directives de placement sur les groupes de placements dans le domaine des placements alternatifs ou des biens immobiliers à l'étranger, et leurs modifications nécessitent un examen préalable par l'autorité de surveillance.

Les présentes dispositions de placement générales des directives de placement s'appliquent en sus des dispositions spécifiques aux groupes de placements. Il se peut que les dispositions spécifiques divergent des dispositions de placement générales. Celles-ci prévalent dans tous les cas sur les dispositions générales.

## Principes généraux

1. Tous les groupes de placements sont régis par les principes et les directives énoncés par la loi et par l'autorité de surveillance concernant les placements de capitaux d'institutions de prévoyance. Les critères de placement applicables sont énoncés dans les dispositions correspondantes de l'Ordonnance sur les fondations de placement (OPF).
2. Il n'est possible de déroger aux directives de placement que ponctuellement et provisoirement, lorsqu'une dérogation est requise de toute urgence dans l'intérêt des investisseurs et que le président l'approuve. Les dérogations sont indiquées et motivées dans l'annexe aux comptes annuels.
3. Le placement de la fortune des groupes de placements satisfait aux critères de sécurité, de rendement et de liquidité. Le principe d'une répartition appropriée des risques s'applique à tous les groupes de placements conformément à la stratégie de placement poursuivie par chacun des groupes concernés.
4. Le recours aux instruments dérivés est autorisé pour autant qu'ils respectent les dispositions de l'art. 56a OPP 2.
5. Les liquidités peuvent être placées sous forme d'avoirs bancaires à vue et à terme ainsi que de placements en papiers monétaires (y compris obligations d'une durée résiduelle maximale de 12 mois). L'exigence minimale concernant la solvabilité à court terme du débiteur est une notation A-2 (Standard & Poor's), P-2 (Moody's) ou équivalent. La détention de positions rétrogradées après leur achat est autorisée, pour autant qu'elle soit dans l'intérêt des investisseurs.
6. La prise de crédit est en principe interdite. Seule une prise de crédit à court terme et nécessaire sur le plan technique est autorisée (p. ex. pour financer des rachats de grande ampleur).
7. Dans le cas où une solvabilité (rating) minimale des placements est exigée pour les groupes de placements, les règles suivantes s'appliquent :
  - s'il n'existe pas de rating Standard & Poor's (S&P), le rating d'une autre agence de notation (e.g. Moody's ou Fitch) peut être utilisé ;
  - en l'absence de rating de ces agences, un rating bancaire comparable ou un rating implicite peut être pris en considération.
8. Sous réserve du respect de l'art. 30 OPF, les groupes de placements sont autorisés à investir dans des placements collectifs. Le placement collectif obligeant l'investisseur à effectuer des versements supplémentaires ou à donner des garanties ne sont pas autorisés. La part investie dans un placement collectif ne peut dépasser 20% de la fortune totale du groupe de placements. Ce pourcentage peut atteindre 100% dans le cas où le placement collectif est soumis à la surveillance de la FINMA, autorisé à la distribution en Suisse ou émis par une fondation de placement suisse. Les produits de fonds de fonds sont autorisés pour autant qu'ils ne prennent pas en compte eux-mêmes d'autres produits de fonds de fonds.
9. Les dividendes, intérêts ou autres revenus de la fortune placée sont réinvestis.
10. Des titres peuvent être prêtés à la banque dépositaire contre rémunération pour tous les groupes de placements (securities lending). La banque dépositaire veille à une parfaite exécution. Afin de garantir le droit à remboursement, la banque dépositaire fournit des sûretés sous la forme de titres dans un dépôt collatéral. Les prescriptions de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux s'appliquent par analogie (art. 55, al. 1, let. a LPCC, art. 76 OPCC, art. 1 ss OPC-FINMA).

## Directives de placement spécifiques

### 1. Introduction

Le groupe de placements suit une stratégie quantitative « minimum variance » appliquée aux actions suisses.

La qualification « ESG<sup>1</sup> » (gestion durable) provient de l'exclusion de certaines entreprises de l'univers de placement sur la base de critères ESG (cf. Directive # 2 : « Univers de placement » ci-dessous).

L'unité de calcul du groupe de placements est le CHF.

### 2. Univers de placement

La fortune est placée en actions, emprunts convertibles et à option, ainsi que dans d'autres titres de participation d'entreprises domiciliées en Suisse. La part des emprunts convertibles ou à options ne peut dépasser 10% de la fortune totale du groupe de placements. Les titres, émis par des sociétés non domiciliées en Suisse, sont autorisés dans la mesure où ils figurent dans l'indice de référence, mais ils ne pourront dépasser de plus de 2% le poids qu'ils représentent dans l'indice.

Toute entreprise qui développe, fabrique ou acquière des matériels de guerre prohibés au sens de la Loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) est exclue de l'univers de placement, sur la base de la liste d'exclusions de l'ASIR<sup>2</sup> (Association suisse pour des investissements responsables).

Les entreprises figurant sur la liste d'exclusions du fonds souverain norvégien<sup>3</sup> sont exclues de l'univers de placement.

Les entreprises étant notées « Red » selon le « ESG Controversies »<sup>4</sup> de MSCI sont exclues de l'univers de placement.

Toute entreprise dont le rating ESG<sup>5</sup> (également fourni par MSCI) est égal à CCC et/ou qui a été abaissé de deux crans dans un intervalle inférieur à 3 mois est exclue de l'univers de placement.

Les exclusions ci-dessus sont vérifiées lors de chaque rebalancement du portefeuille.

### 3. Répartition des risques

La sélection des valeurs s'effectue conformément au principe d'une répartition des risques appropriée entre les branches. Le placement doit s'effectuer dans valeurs cotées en Bourse ou sur un marché ouvert au public, garantissant un cours qualifié.

### 4. Indice de référence

L'indice de référence du groupe de placements est le SPI® - Swiss Performance Index. La stratégie du groupe de placements suit cet indice. L'indicateur de déviation par rapport à l'indice (tracking error ex-ante) est inférieur à 6%. La fiche d'information publiée sur le site internet de la fondation donne plus d'information sur l'indice de référence et sur le groupe de placements.

---

<sup>1</sup> « Environmental, Social and Governance » : évaluation d'une entreprise selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise.

<sup>2</sup> [www.svvk-asir.ch/fr/services/](http://www.svvk-asir.ch/fr/services/)

<sup>3</sup> Cette liste est mise à jour sur le site internet de la Norges Bank ([www.nbim.no/en/responsibility/exclusion-of-companies/](http://www.nbim.no/en/responsibility/exclusion-of-companies/)).

<sup>4</sup> La note « ESG Controversies » de MSCI mesure le degré d'adhésion de plus de 8'800 entreprises dans le monde aux normes et principes reconnus de gestion durable. Le système permet également d'alerter sur des risques potentiels de réputation.

<sup>5</sup> Les ratings ESG de MSCI analysent plus de 6'500 entreprises dans le monde sur la base de centaines de données pertinentes à l'évaluation ESG, provenant de sources diverses (entreprises, gouvernements, NGOs, médias, modèles propriétaires). Les ratings vont de AAA à CCC. Le service a été lancé en 2010 et compte aujourd'hui plus de 250 employés.

## 5. Limite en matière de participation

Pas plus de 5% du capital du groupe de placements, calculés à la valeur boursière au moment du placement, ne doivent être placés dans les titres d'une même entreprise (OPP 2 art. 54a). Toutefois, un écart positif de 5% au maximum par rapport aux pondérations de l'indice de référence est possible en dérogation de l'art. 54 a OPP 2. Tout dépassement de cet écart sera communiqué dans le rapport trimestriel.

## 6. Diversification du portefeuille

Au minimum 20 titres doivent entrer dans la composition du portefeuille. La part de participations de sociétés non représentées dans l'indice de référence et dans la mesure où ils contribuent à une amélioration de la diversification du groupe de placements, est limitée à 10%.

## 7. Placements collectifs

Le groupe de placements peut investir dans tous les types de placements collectifs tels qu'autorisés par l'art. 30 OFP. La part investie dans un placement collectif ne peut dépasser 20% de la fortune totale du groupe de placements. Ce pourcentage peut atteindre 100% dans le cas où le placement collectif est soumis à la surveillance de la FINMA, autorisé à la distribution en Suisse ou émis par une fondation de placement suisse.

## 8. Liquidités

Les liquidités peuvent être investies en avoirs bancaires à vue ou à terme, ainsi qu'en placements monétaires pour une durée maximale d'une année (y compris obligations d'une durée résiduelle maximale de 12 mois).

## 9. Produits dérivés et titres intégrant des dérivés

Les produits dérivés sont autorisés pour autant qu'ils respectent les dispositions de l'art. 56a OPP 2.

En cas de contestation, le texte français fait foi.